

Une stratégie wallonne de relocalisation alimentaire : Pour tous ? Partout ?

Antonia Bousbaine¹, Serge Schmitz²

Résumé - Depuis quelques années, un processus de relocalisation alimentaire a pris forme en Wallonie, en particulier dans la province de Liège qui a vu naître la première Ceinture Aliment-Terre. Ce concept innovant tend à structurer une nouvelle filière économique locale où les consommateurs et les producteurs sont les acteurs principaux. Cette dynamique alimentaire est nouvelle dans cette région dominée par les grandes cultures. Initiée par les citoyens, elle a, depuis peu, attiré l'attention des pouvoirs publics locaux et surtout des instances politiques régionales. Une gouvernance alimentaire territoriale naissante vise à reconfigurer les rapports à l'alimentation au sein des villes wallonnes en s'appuyant avant tout sur des initiatives citoyennes dont les Ceintures Aliment-Terre. La communication analyse ces initiatives alimentaires wallonnes et pointe les contraintes notamment liées à la géographie (agraire, économique, politique, culturelle et sociale) de leur mise en œuvre.

Mots-clés - Ceinture Aliment-Terre, gouvernance alimentaire territoriale, Wallonie

INTRODUCTION

À l'instar d'autres régions, la Wallonie s'est à son tour saisie de la question alimentaire, notamment à partir des nombreuses initiatives qui y ont émergé, en particulier les GAA (groupes d'achats alimentaires) dont l'existence remonte aux années 1980. Un certain nombre de citoyens ont remis en cause le système alimentaire dans lequel ils évoluent et qui est marqué par une agriculture conventionnelle avec ses crises environnementales, sanitaires et sociales. C'est en région liégeoise (600.000 hab.) que les discussions ont débuté, donnant naissance au concept innovant de Ceinture Aliment-Terre. Cette initiative tente de fédérer tous les acteurs du système alimentaire vers plus de durabilité et fait le pari de nourrir, d'ici à 2030, plus de 50 % de la population liégeoise avec des produits locaux. Une deuxième Ceinture a vu le jour à Charleroi (350.000 hab.). Face à ces demandes, les instances politiques, tant locales que régionales, se sont à leur tour penchées sur le système agro-alimentaire à leur propre échelle. Nous présenterons ces stratégies alimentaires dans leurs grandes lignes ainsi que leurs limites et nous discuterons la problématique de définit l'assise spatiale de ces ceintures Aliment-Terre qui n'englobent pas suffisamment d'agriculteurs voulant ou pouvant, pour diverses raisons, participer à la dynamique.

MÉTHODES

Le travail est le fruit d'une recherche doctorale qui a suivi pendant les cinq dernières années l'émergence de ces ceintures alimentaires à Liège et à Charleroi. Outre la participation aux réunions, nous avons parcouru la presse et conduit 33 entretiens semi-directifs auprès d'acteurs clés du territoire wallon : agents des ADL (agences de développement local) et des GAL (groupes d'action locale), bourgmestres et échevins de l'agriculture, concepteurs des Ceintures Aliment-Terre. Parallèlement, pour confronter les visions de ces acteurs aux réalités du terrain, nous avons réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 98 agriculteurs et de 399 habitants. Ces informations ont permis d'inventorier les projets agri-urbains, d'analyser et de comprendre leurs conditions d'émergence et de pointer les contraintes économiques, politiques, culturelles et géographiques de leur mise en place.

RÉSULTATS

Un intérêt mitigé du monde politique et agricole

Nous avons observé l'émergence de la question alimentaire dans les deux grandes agglomérations wallonnes et analysé 18 communes où des projets agri-urbains ont été relevés. Une typologie communale basée tant sur le nombre et le type de projets, que sur les initiateurs montre que ces projets de relocalisation alimentaire émanent en grande partie des citoyens et accessoirement des instances publiques locales dont des ADL et des GAL. Très peu d'initiatives ont été co-construites avec les acteurs politiques locaux dont beaucoup ne prêtent guère attention tant à l'avenir de l'agriculture dans leur commune qu'à la question alimentaire. Cette situation est plus marquée dans la région carolorégienne que dans la région liégeoise. De plus, très peu de producteurs ont pris l'initiative de se reconnecter aux populations locales pour leur fournir de la nourriture.

Face à ces situations, le concept de Ceinture Aliment-Terre tente de créer des synergies entre les différents acteurs du système alimentaire et de favoriser l'émergence d'une gouvernance alimentaire territoriale. Malgré l'enthousiasme des porteurs de projet et l'intérêt d'une importante frange de la population, ces initiatives se heurtent aux difficultés, d'une part, de convaincre des agriculteurs conventionnels de diversifier leurs pratiques de production et de vente, et, d'autre part, de trouver des terres disponibles à un prix abordable pour une classe de nouveaux agriculteurs non issus du monde agricole (les nimaculteurs).

¹ Laplec, UR SPHERES, Université de Liège, Liège, Belgique (antonia.bousbaine@gmail.com)

² Laplec, UR SPHERES, Université de Liège, Liège, Belgique (S.Schmitz@uliege.be)

Une prise de consciences des autorités wallonnes.

Face à cette effervescence citoyenne et à des argumentations de plus en plus fondées et diversifiées, y compris dans le volet économique, les instances politiques régionales ont finalement porté attention à la problématique alimentaire en Wallonie. Des forums impliquant de nombreux acteurs du système alimentaire ont eu lieu et ont conduit lors des « Assises de l'alimentation durable » à une stratégie alimentaire visant un système plus durable. Cette politique alimentaire est une première en Wallonie. Elle prévoit la mise en place de conseils de politiques alimentaires dans les villes et communes et surtout, elle semble s'orienter vers une nouvelle gouvernance alimentaire territoriale, plus à même de répondre aux demandes des consommateurs et de l'ensemble des acteurs du système alimentaire wallon. La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise a été directement impliquée, étant donné son ancrage dans le territoire et son expertise. Il y a dès lors des directives des autorités régionales pour inscrire la question alimentaire dans les politiques régionales et locales.

Des barrières culturelles et économiques localisées

D'un point de vue géographique, nos enquêtes montrent des disparités entre et au sein des deux agglomérations. Si globalement, le consommateur wallon aimerait se nourrir localement et sainement, des contraintes financières, de temps, mais également liées à l'habitude d'acheter sa nourriture au supermarché rendent ce souhait peu réalisé. La composition socio-économique des deux agglomérations et des 18 communes analysées soutient l'idée que sans une intervention politique pour favoriser les systèmes alimentaires locaux, seule une petite partie de la population fait l'effort de s'approvisionner localement. Du côté des agriculteurs, notons des contraintes liées à l'inertie des exploitations engagées dans un système d'agriculture mondialisée, les terroirs favorables aux grandes cultures ne comportent que très peu d'agriculteurs et d'agricultrices facilement mobilisables pour entrer dans un système de relocalisation. Dès lors, ce sont alors souvent des nimaculteurs qui récupèrent quelques terrains pour pratiquer le maraîchage et la vente locale.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Une stratégie alimentaire wallonne basée sur la relocalisation de la production et de la consommation est bien en marche. Elle a été initiée par de petits groupes de citoyens soucieux de la qualité de leur nourriture mais aussi de l'impact des systèmes agricoles actuels sur l'environnement et les sociétés rurales. Le monde politique a mis du temps à réagir et beaucoup de représentants politiques locaux ne sont toujours pas sensibles et sensibilisés à la question. Maintenant, si l'idée d'une relocalisation et d'une gouvernance territoriale alimentaire repose sur des motivations généreuses, sa mise en œuvre est confrontée à des dépendances de trajectoire des exploitations et des terres agricoles et à un nécessaire revirement de valeurs de la grande majorité de la population. La comparaison des dynamiques dans les deux agglomérations et les 18 communes étudiées pointe d'ailleurs les endroits où les populations sont plus soucieuses de l'origine locale de leur alimentation et plus à même du point de vue des structures agricoles de renforcer l'approvisionnement alimentaire local des collectivités et des ménages.

REMERCIEMENTS

Ce travail est issu de la thèse de doctorat d'Antonia Bousbaine. Nous remercions les membres du comité de thèse pour leur suivi. Nos plus vifs remerciements vont à l'ensemble des acteurs qui ont accepté de nous guider dans nos démarches et qui se sont prêtés au jeu des entretiens. Nous remercions particulièrement tous les agents des ADL, des GAL, et les acteurs politiques des communes carolorégiennes et liégeoises.

RÉFÉRENCES

Bousbaine, A.D. (2020) Ville et agriculture face à l'émergence des systèmes agro-alimentaires innovants. Etudes de cas dans deux agglomérations wallonnes : Charleroi et Liège. Thèse de doctorat, Faculté des Sciences, Université de Liège, 484 p.

Bousbaine, A.D. & Bryant, CR. (2016) Les systèmes innovants alimentaires: cas d'étude: la Ceinture Aliment Terre de Liège, *Belgeo*, (4). <https://journals.openedition.org/belgeo/19507>.

Harper, A. M., Alkon, A., Shattuck, A., Holt-Giménez, E. & Lambrick, F. (2009) *Food Policy Councils: Lessons Learned. Development Report*. Food First, Institute for Food and Development Policy, Oakland, 63 p.

Le Velly, R., Dufeu, V. & Le Grel, L. (2016) Les systèmes alimentaires alternatifs peuvent-ils se développer commercialement sans perdre leur âme? Analyse de trois agencements marchands. *Economie Rurale*, (356), 31-45.

Louviaux, M. (2011) Le Groupe d'achats communs de Barricade (Liège): à petits pas vers un autre monde. Dans: G. Pleyers (dir.), *La consommation critique, Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Desclée de Brouwer, 111-132.

Moragues-Faus, A. & Morgan, K. (2015) Reframing the foodscape: the emergent world of urban food policy. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 47 (7), 1558-1573.

Morgan, K. (2009) Feeding the city. The challenge of the urban food planning. *International Planning Studies*, 14 (4), 341-348.

Morgan, K. (2014) Nourishing the city: the rise of the urban food question in the Global North. *Urban Studies*, 52 (8), 1379-1394.